

L'agroalimentaire, un secteur incontournable à l'international soumis à des défis de compétitivité importants

L'industrie alimentaire reste une des forces françaises à l'export. Elle constitue le 3^e excédent sectoriel de la France en 2015 (8,1 Md€), qui voit ses performances commerciales s'éroder dans le reste de l'industrie (déficit commercial autour de 45 Md€), en dépit de l'allègement de la facture énergétique. Les performances commerciales du secteur agroalimentaire, pour l'heure décevantes en 2016, ne doivent pas masquer les opportunités qui s'offrent à moyen terme à la première industrie de France en termes d'emplois (440 926 salariés, un emploi industriel sur 6) et de chiffre d'affaires (170 Md€).

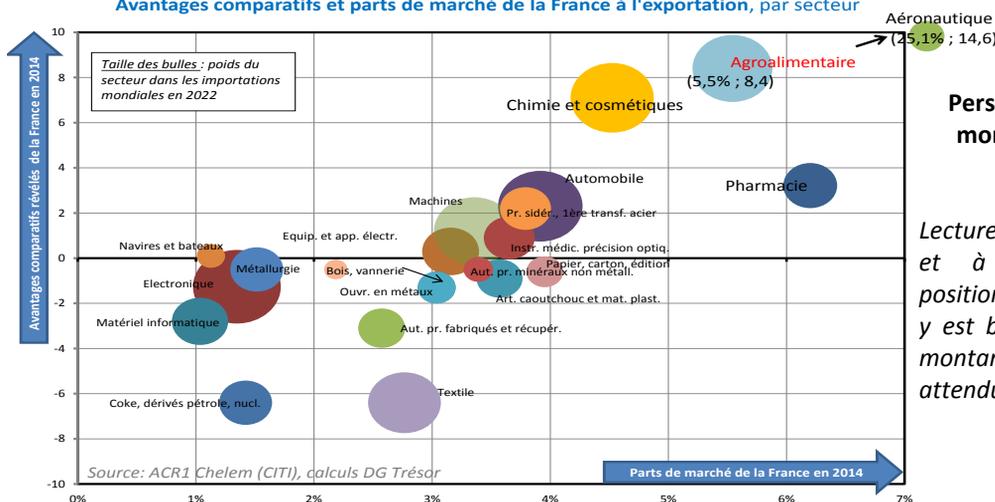
1. Un potentiel à l'export important, mais qui reste à exploiter pleinement

Avec un total de 44,3 Md€ exportés (soit 12 % du total des exportations françaises), le secteur agroalimentaire français est le 4^e exportateur mondial, derrière les Etats-Unis (66,7 Md€), les Pays-Bas (59,1 Md€) et l'Allemagne (55,8 Md€). **Ces performances reposent sur un nombre de secteurs très limité** : 50 % de ces exportations proviennent de deux secteurs : celui des boissons, où la France occupe le 1^{er} rang mondial (14,8 Md€) et des produits laitiers (6,6 Md€, 3^e exportateur mondial). Hors boissons et produits laitiers, le solde commercial est en revanche négatif (autour de -3,4 Md€ en 2015). **Les entreprises présentes à l'export ont également un profil particulier. Ce sont plus majoritairement des entreprises de plus de 250 salariés (2/3 d'ETI et GE), particulièrement innovantes** : 70 % d'entre elles ont ainsi innové au préalable. Le secteur agroalimentaire doit donc relever le défi de la compétitivité et de la croissance rentable pour dégager les ressources nécessaires pour investir, moderniser son outil de production afin d'assurer la différenciation de ses produits ; dans l'objectif de répondre aux attentes des consommateurs, tout en s'assurant la conquête de nouveaux marchés.

2. Le bon positionnement de la France, associé aux perspectives de croissance du secteur sur la prochaine décennie permettent d'envisager un redressement des performances commerciales dans les prochaines années

L'agroalimentaire devrait rester un secteur porteur du commerce mondial à moyen terme. La croissance démographique (9,5 Md d'individus à horizon 2050), couplée à l'augmentation du niveau de vie et à l'urbanisation, devrait en effet faire progresser les importations mondiales (de près de 34% en volume sur la décennie 2012-2022 selon la DG-Trésor), permettant au secteur de rester l'un des principaux postes du commerce mondial. La demande mondiale devrait notamment concerner les produits transformés, les produits laitiers, l'épicerie fine, les vins et spiritueux, secteurs dans lesquels la France possède des entreprises performantes. **L'agroalimentaire Français reste ainsi l'un des secteurs conjuguant perspectives de croissance importantes et bon positionnement de ses produits, ce qui permet d'envisager un redressement des performances commerciales à venir, malgré un coup d'arrêt en 2016.**

Avantages comparatifs et parts de marché de la France à l'exportation, par secteur

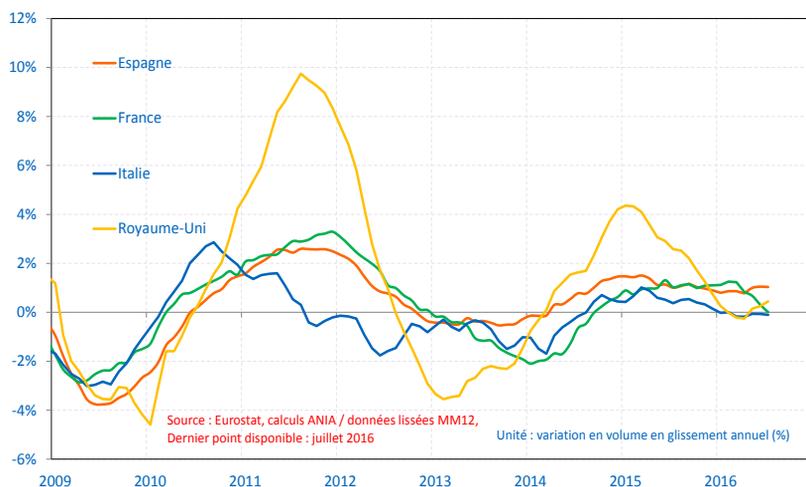


Perspectives de croissance des marchés mondiaux sur la période 2012-2022 et positionnement de la France

Lecture : plus le secteur est positionné en haut et à droite du graphique, plus le positionnement actuel de la France à l'export y est bon. La taille des bulles représente le montant total des importations mondiales attendues en 2022.

**Panorama Europe : inflation et production encore modérées –
Décrochage de la production en France par rapport au reste de la zone euro**

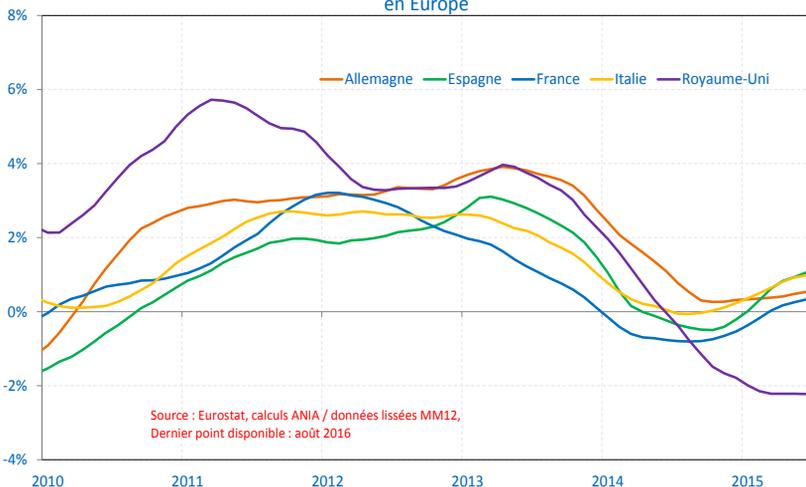
Evolution de la production dans les IAA en zone euro



La production, sur 12 mois glissants, se stabilise en Europe ces derniers mois (+ 0,8 %). En France, la production fléchit nettement en 2016 : passant de 1,1 % en janvier 2016 à 0,0% en juillet 2016.

Parmi les autres pays de la zone euro, l'Allemagne voit sa production se renforcer depuis quelques mois (+1,7%), soit une évolution analogue à celle observée en Espagne (+1,0 %). La production demeure très contenue en Italie (-0,1 %),

Prix à la consommation des produits alimentaires et boissons non alcoolisés en Europe



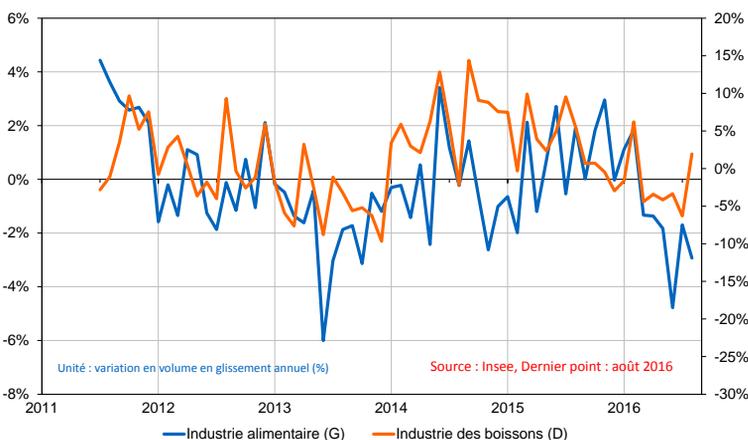
Dans la zone euro, l'inflation des produits alimentaires et des boissons s'inscrit à 0,6 % en août 2016.

Par pays, l'évolution des prix confirme que le risque déflationniste s'est éloigné en 2016 : L'inflation reste encore modérée en Espagne (+ 1,5 % après + 1,6 %). Elle est globalement stable en Allemagne (+ 1,0 % après + 0,9 %). Par ailleurs, l'inflation est redevenue positive en France à partir du mois d'août 2015. Elle se maintient à + 0,6 % en août 2016, pour le 2^e mois consécutif.

Enfin, l'inflation est redevenue positive au Royaume-Uni en août 2016, pour la première fois depuis novembre 2014. Elle s'inscrit à +0,4 % en août 2016.

Production alimentaire France : net repli en 2016, perspectives de production bien orientées pour les prochains mois

Production des produits agroalimentaires et des boissons

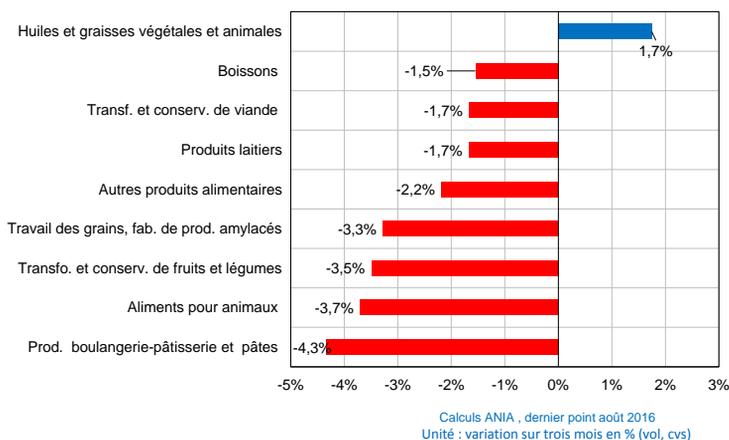


Depuis le début de l'année, la production alimentaire demeure atone ou en repli. Cette tendance semble légèrement s'atténuer ces deux derniers mois.

En août, elle progresse de + 0,2 %, après + 1,1 % observé en juillet. Mesurée sur un an, la production baisse nettement : - 2,6 %, après - 2,9 % en juillet. S'agissant des boissons, la production progresse en août (+ 2,3 %), pour le 3^e mois consécutif, de sorte que la production redevient positive lorsqu'elle est mesurée sur un an (+ 1,6 %).

Sur les douze derniers mois, à août 2016, la production agroalimentaire recule de - 1,7 % et celle des boissons fléchit de - 0,9 %.

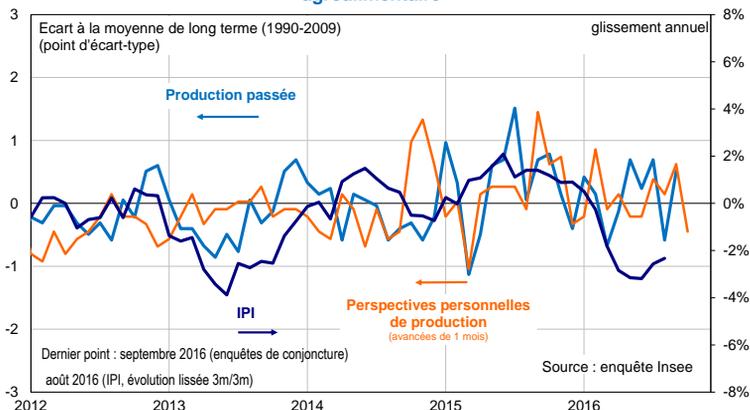
Variation sur trois mois de la production par secteur



Sur les trois derniers mois, à août 2016, seule la production d'huiles et graisses végétales et animales progresse (+ 1,7 %).

Concernant les autres secteurs, la production se replie. Le recul est notamment prononcé s'agissant du secteur des produits de boulangerie (-4,3 %), des aliments pour animaux (- 3,7 %).

Jugement des industriels concernant l'activité dans l'industrie agroalimentaire

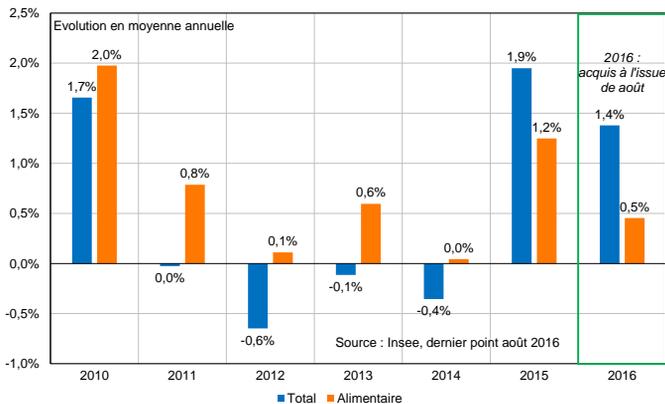


Les enquêtes de conjoncture permettent d'avoir un diagnostic précis sur l'activité de court terme des industriels. La question relative à la production passée porte sur l'activité des industriels au cours des trois derniers mois. Elle est relativement bien corrélée à l'évolution de la production (IPI), qui a nettement décroché au 1^{er} semestre, en raison notamment de conditions climatiques défavorables.

Les perspectives de production portent sur l'évolution de la production dans les trois prochains mois. Ces perspectives, bien orientées cet été puis en retrait en septembre, permettent d'anticiper un contrecoup favorable à court terme de la production, qui pourrait être suivi d'un nouveau recul fin 2016.

Consommation France : résilience mais pas de décollage

Evolution de la consommation en France

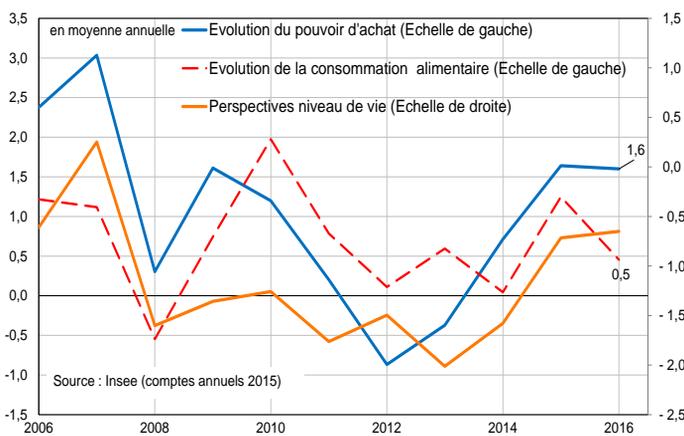


Depuis trois mois, les dépenses alimentaires restent très contenues. Elles sont ainsi stables en août (0,0 %), après des progressions de +0,1 % en juillet et +0,2 % en juin.

Depuis plus de deux ans, un écart subsiste entre la consommation alimentaire et la consommation d'ensemble. A titre d'illustration, la consommation en biens durables s'établit à +1,9 % en août 2016.

Sur les douze derniers mois à août 2016, la consommation alimentaire a progressé de 0,5 % et la consommation d'ensemble s'inscrit à +1,4 %.

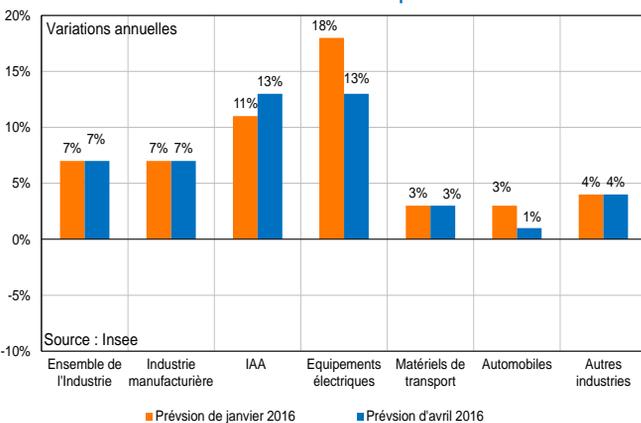
Evolution du pouvoir d'achat et de la consommation des ménages



La consommation alimentaire bénéficie actuellement du ressort puissant que constitue la hausse du pouvoir d'achat. Dans le sillage de la baisse du prix du pétrole, le pouvoir d'achat des ménages a brusquement accéléré en 2015 (+1,6 %), en 2016 cette tendance devrait se confirmer. La confiance des ménages est également au rendez-vous en 2016, ce qui est de nature à réduire les comportements d'épargne de précaution.

Au final, la décélération des dépenses alimentaires constatée en 2016 apparaît surprenante, preuve que la guerre des prix dans le secteur (déflation depuis 2013 selon IRI) ne stimule pas les dépenses.

Prévisions d'investissement pour 2016



Les dernières données mobilisables permettent d'anticiper un redressement des investissements pour 2016 (+13%), après une année 2015 de stabilisation (-1%).

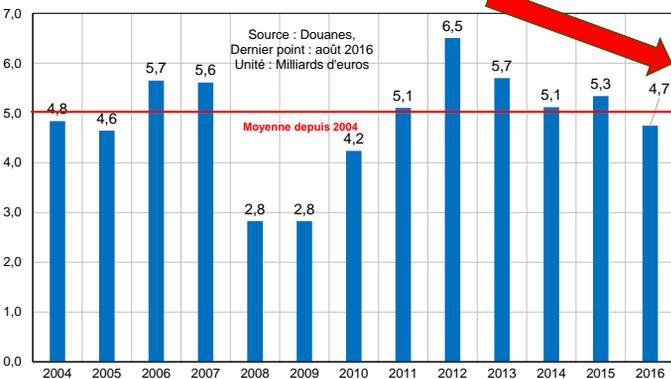
Le dispositif de suramortissement, finalement prolongé jusqu'en avril 2017 (et étendu au numérique) semble donc avoir un effet incitatif sur l'investissement des entreprises agroalimentaires. Selon RIA, 42 % des entreprises agroalimentaires déclarent avoir eu recours à ce dispositif pour investir.

Dans le secteur agroalimentaire, l'orientation des investissements apparaît résolument tournée vers l'innovation : selon RIA, **75% des investissements sont axés vers l'introduction de nouveaux produits, la modernisation et l'extension de l'outil de production. Dans le reste de l'industrie cette proportion est plus faible (50%).**

Focus Export :

1- L'export : des performances commerciales en berne en 2016, pour un levier de compétitivité essentiel pour les entreprises agroalimentaires

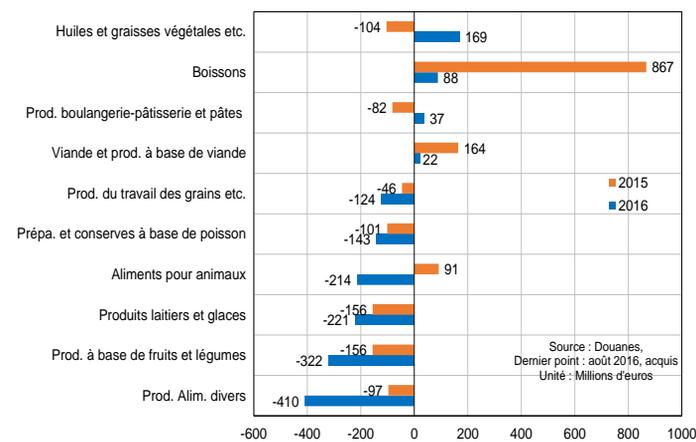
Evolution du solde commercial dans l'IAA
(cumul sur les 8 premiers mois de l'année)



Les derniers chiffres de commerce extérieur (dernières données à août 2016) signalent une dégradation du solde commercial global, qui s'établit à pour 6,8 Md€ en 2016 après 8,1 Md€ en 2015. Sur les 12 derniers mois, les importations accélèrent vivement (+3,0 %), tandis que les exportations fléchissent (-0,2 % après +2,5 % en 2015).

Sur les 8 premiers mois de l'année, le solde cumulé s'inscrit à 4,7 Md€. Il s'agit là du niveau le plus bas depuis 2010. Ces performances demeurent même inférieures à la moyenne de longue période, calculée depuis 2004 (5 Md€).

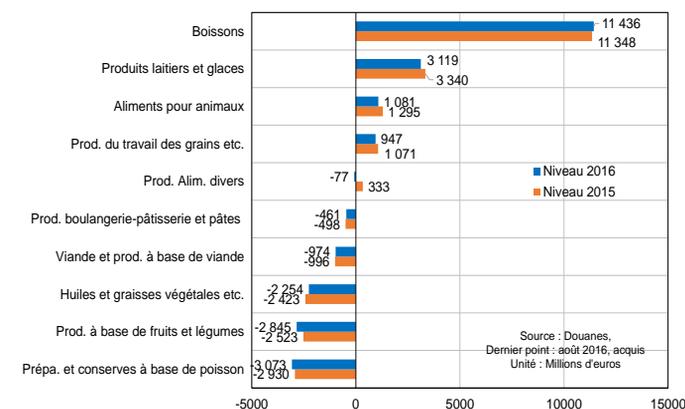
Evolution du solde commercial dans l'IAA par produits



Par produits, les performances de secteurs en déficit en 2015 ont de nouveau reculé en 2016 : c'est notamment le cas des produits alimentaires divers (solde en baisse de 410 Md€ de 2016 contre -97 Md€ entre 2015 et 2014) et des produits à base de fruits et légumes (-322 M€ après -156 M€ en 2015) ;

Par ailleurs, certains produits qui portent habituellement le solde global affichent des performances en berne en 2016. C'est notamment le cas pour le secteur des boissons (+88 M€ simplement en 2016, soit une performance dix fois plus faible qu'en 2015 +867 M€). **Concernant les produits laitiers et glaces, le solde commercial s'érode de nouveau** (-221 M€ en 2016 vs -156 M€ en 2015).

Niveau du solde commercial dans l'IAA par produits



Les performances commerciales du secteur agroalimentaire reposent sur un nombre très limité de secteurs.

Nous pouvons notamment citer : i) les vins, spiritueux et autres boissons alcoolisées : 11,3 Md€ à l'issue d'août 2016, ii) les produits laitiers (et glaces) : 3,1 Md€, dont l'excédent recule légèrement depuis 2015 dans un contexte de nette baisse des échanges, liée notamment à la baisse des prix provoquée par l'abandon des quotas de production dans l'Union européenne début 2015

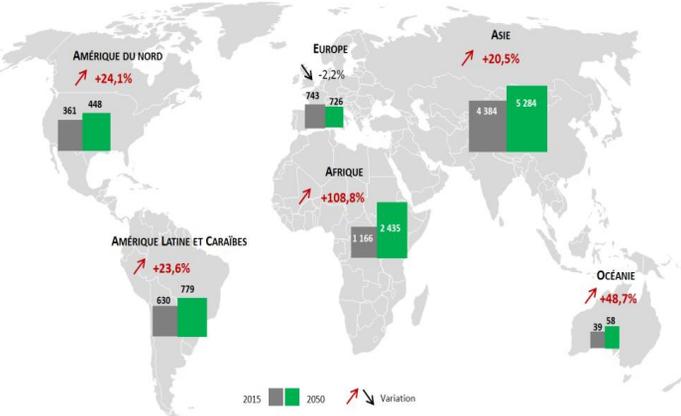
A l'inverse, les principaux déficits concernent : les produits alimentaires divers : 410 M€ et les fruits et légumes : 322 M€.

Au global, le solde commercial hors boissons et tabac se creuse en 2016 : il s'établit à -4,7 Md€ (après -3,4 Md€), ce qui constitue un déficit historiquement élevé.

Focus Export :

2- Le secteur agroalimentaire dispose d'atouts indéniables : une qualité de ses produits reconnue et une consommation mondiale en croissance structurelle

Evolution de la démographie mondiale

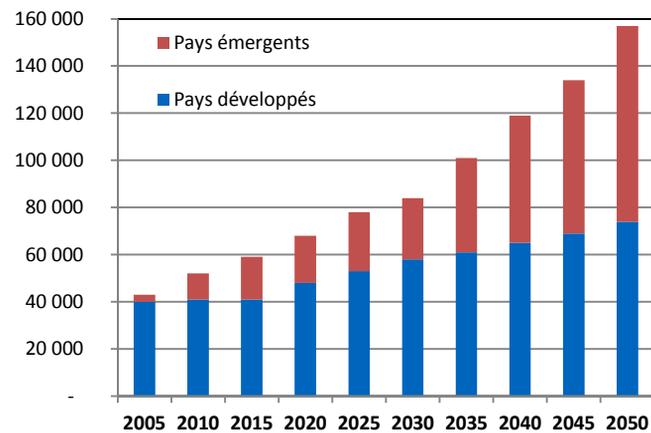


Sources : Crédit agricole, INED et presse économique

Le marché alimentaire français est devenu un marché mature. À l'avenir, sa taille et son mode de fonctionnement n'évolueront qu'à la marge.

En revanche, la croissance démographique internationale va créer de nouveaux besoins alimentaires à très grande échelle. En 2015, la population mondiale s'élève à 7 milliards d'êtres humains. **En 2050, nous devrions être 9,5 milliards.** Le poids démographique relatif de l'Europe sera en repli (-2,2 % estimé à horizon de 2050), tandis qu'en Amérique du Nord (+24,1 %) et en Asie (+20,5 %), la croissance démographique est amenée à être très dynamique.

Evolution du PIB mondial entre pays riches et émergents
(En milliards \$, source FAO)



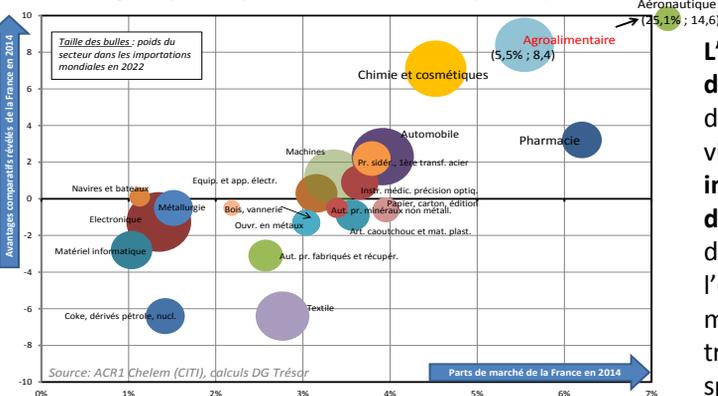
Sources : Crédit agricole, FAO

Cette croissance démographique va créer les conditions de **l'émergence d'une classe moyenne, avec un pouvoir d'achat supérieur, qui permettra une hausse de la consommation individuelle.**

Le modèle alimentaire français va être amené à se diffuser plus largement **via l'occidentalisation des modes de consommation.** Il émergera alors de nouveaux besoins en matière d'aliments nourrissants et de qualité, auxquels les industriels alimentaires vont devoir répondre, tout en adaptant leur offre aux pratiques spécifiques de ces pays.

Ces facteurs structurants devraient donc entraîner une recombinaison des échanges commerciaux. Le secteur exporte actuellement 2/3 de ses produits à destination de la zone euro, contre seulement 9,6 % dans la zone ALENA et 14 % en Asie.

Avantages comparatifs et parts de marché de la France à l'exportation, par secteur



Sources : DG Trésor

L'agroalimentaire devrait rester ainsi un secteur porteur du commerce mondial à moyen terme. La croissance démographique, couplée à l'augmentation du niveau de vie et à l'urbanisation, devrait en effet **faire progresser les importations mondiales de près de 34% en volume sur la décennie 2012-2022**, permettant au secteur de rester l'un des principaux postes du commerce mondial, avec l'électronique, l'automobile et la chimie. La demande mondiale devrait notamment concerner les produits transformés, les produits laitiers, l'épicerie fine, les vins et spiritueux, secteurs dans lesquels la France possède des entreprises performantes.

Fierté, Responsabilité, Ambition